

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
5 novembre 2013  
Français  
Original : arabe

**Assemblée générale**  
**Soixante-huitième session**  
Points 110 et 111 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-huitième année**

**Mesures visant à éliminer le terrorisme international****Rapport du Secrétaire général sur l'activité  
de l'Organisation****Lettre datée du 4 novembre 2013, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la République  
arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, la Mission permanente de la République arabe syrienne tient à formuler les observations suivantes au sujet du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ([A/68/1](#)) :

Bien que le rapport, dans ses divers chapitres, comprenne de nombreux paragraphes consacrés à la situation en République arabe syrienne, il ne fait aucune mention, dans celui sur le contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, des attentats terroristes barbares commis contre la Syrie par des groupes terroristes takfiristes extrémistes, dont les membres traversent majoritairement nos frontières et combattent sur notre sol en tant que mercenaires étrangers.

De nombreux rapports de l'Organisation des Nations Unies et notamment le quatorzième rapport de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution [1526 \(2004\)](#), présenté au Conseil de sécurité en application des dispositions des résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1989 \(2011\)](#) concernant Al-Qaida et les personnes et entités qui lui sont associées ([S/2013/467](#)) confirment l'influence grandissante en Syrie d'Al-Qaida et des personnes et entités qui lui sont associées.

Le Conseil de sécurité a fait plusieurs déclarations à la presse, dans lesquelles il a condamné les actes de terrorisme et les attentats-suicides perpétrés en Syrie, qui ont fait des milliers de morts et de blessés parmi les Syriens. Le Conseil a également inscrit l'organisation terroriste dénommée « Front el-Nosra » sur la Liste récapitulative des personnes et entités associées à Al-Qaida. Dans une déclaration de son président en date du 2 octobre 2013 ([S/PRST/2013/15](#)), le Conseil a clairement condamné l'augmentation du nombre d'attentats terroristes menés par des

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (14 novembre 2013).



organisations et des personnes associées à Al-Qaida, qui font de nombreuses victimes et des dégâts considérables en Syrie.

Comme vous le savez, la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York a adressé, au nom du Gouvernement syrien, des centaines de lettres au Secrétaire général et aux présidents successifs du Conseil de sécurité au sujet des actes de terrorisme et des attentats-suicides commis par les groupes terroristes en Syrie, qui visent des civils, des soldats, des chefs religieux chrétiens ou musulmans, des Casques bleus de l'ONU faisant partie de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, ainsi que des hôpitaux, des écoles, des mosquées, des églises, des avions civils, des missions diplomatiques, des usines, des sites archéologiques, des musées et des mausolées, lettres qui ont été distribuées comme documents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, au titre des points de l'ordre du jour pertinents.

Nous espérons que le Secrétaire général ferait mention dans son rapport de ces actes de terrorisme qui visent le peuple et l'État syriens, ou demanderait aux pays qui incitent au terrorisme et qui soutiennent, arment, forment, financent des terroristes et des mercenaires étrangers et facilitent leur transfert sur notre territoire, pour y mener un combat par adversaires interposés, de cesser leurs agissements qui constituent une violation flagrante des dispositions du droit international, de la Charte des Nations Unies, des principes régissant les relations de bon voisinage entre les États et des instruments de lutte contre le terrorisme.

Il est déplorable que l'ONU reste les bras croisés, tandis que l'extrémisme et le terrorisme gagnent du terrain en Syrie et dans la région, avec l'appui et la bénédiction de nombre d'États Membres de l'Organisation. Le Gouvernement syrien indique, une fois de plus, que les pays qui arment, financent, forment et fournissent un sanctuaire aux terroristes armés et facilitent leur infiltration sur son territoire se rendent coupables de complicité de crimes terroristes et d'assassinats de Syriens. Leurs actes non seulement portent atteinte aux principes du droit international et aux résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte contre le terrorisme, dont les plus importantes sont les résolutions [1267 \(1999\)](#), [1373 \(2001\)](#), [1624 \(2005\)](#) et [1989 \(2011\)](#), mais sont également contraires aux résolutions [2042 \(2012\)](#), [2043 \(2012\)](#) et [2118 \(2013\)](#) et au Communiqué de Genève, qui soulignent tous l'importance de régler la crise syrienne au moyen d'un processus politique dirigé par les Syriens.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 110 et 111 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bashar **Ja'afari**